

DEPARTEMENT POLITIQUE FEDERAL

Berne, le 23 mai 1973.

p.B.15.21.Eg(1) - SI/zm

CONFIDENTIEL

## C o m p t e - r e n d u

des entretiens entre le Conseiller fédéral  
Pierre Graber et M. Mohamed Hassan El Zayyat,  
Ministre des Affaires Etrangères de la Répu-  
blique arabe d'Egypte, du mercredi 2 mai 1973,  
au Caire, Ministère des Affaires Etrangères

---

1. Délégation suisse :

Monsieur le Conseiller fédéral Graber, Chef du Département  
politique fédéral;

Monsieur l'Ambassadeur Thalman, secrétaire général du  
Département politique fédéral;

Monsieur l'Ambassadeur Frey;

Monsieur l'Ambassadeur Bindschedler;

Monsieur le Ministre Moser;

Monsieur le Ministre Gelzer;

Monsieur le Ministre Thévenaz;

Monsieur Berthoud, conseiller de l'Ambassade au Caire;

Monsieur Indermühle, (traduction);

Monsieur Simonin, secrétaire du Chef du Département,  
(procès-verbal).

2. Délégation égyptienne :

Monsieur Zayyat, Ministre des Affaires Etrangères ;

Monsieur l'Ambassadeur Sabry (Berne);

Monsieur le Sous-Secrétaire d'Etat Kamal Khalil;

Monsieur le Ministre Chenaoui;

Monsieur le Ministre Hegazi;

Monsieur Salah Abboud;

Monsieur Salah Zaki;

Monsieur l'Ambassadeur Abdel Kader Khalil.

./.



- 2 -

Langues de travail : français et anglais

Début de la séance : 09.45h

---

M. Zayyat souhaite la bienvenue à la délégation suisse et exprime le grand plaisir de recevoir un membre du gouvernement helvétique en Egypte. Le geste suisse a été fort apprécié par la RAE; il en veut pour preuve l'audience accordée dans une atmosphère familiale par le Président Sadate à M. Graber, dès après l'arrivée de ce dernier au Caire. L'intention de l'Egypte est d'entretenir des relations aussi étroites que possible avec la Suisse. Il est souhaitable que cette première rencontre au niveau ministériel soit suivie d'autres. M. Zayyat rend hommage aux Suisses établis en Egypte, à leur esprit d'entreprise et à leurs activités. La RAE ouvre son coeur et ses bras à la coopération internationale; cette ouverture vers l'extérieur a d'ailleurs toujours correspondu aux périodes fastes de son histoire. Au contraire, lorsqu'elle s'est repliée sur elle-même, elle a connu des périodes de stagnation.

L'Egypte n'a pas à se plaindre de l'histoire suisse ni de ses relations avec la Suisse.

Le pays qui reçoit aujourd'hui la délégation suisse est un pays blessé et meurtri qui entend guérir le plus rapidement possible; tous ses efforts sont tendus vers ce but. Ce qu'il attend d'autrui, ce n'est pas la guérison, mais un effort de compréhension, car l'Egypte est très souvent mal comprise dans le monde.

M. Graber remercie son collègue de ses propos amicaux et souligne combien il a été sensible à l'accueil qui lui a été réservé, notamment par le Président Sadate. La Suisse entend pratiquer une politique d'ouverture, non seulement sur l'Europe, mais sur le monde. Elle n'a qu'une ambition : être utile, au mieux de ses

./.



- 3 -

forces. Si Le Caire a été choisi comme lieu de la première conférence régionale d'ambassadeurs, c'est qu'il nous a paru important d'acquérir une vision claire des choses, en un endroit qui est le centre même de gravité du monde arabe. C'est une région à laquelle la Suisse n'appartient pas, encore qu'elle sente à quel point le bassin méditerranéen la concerne, par tradition, par besoin et par sentiment.

M. Graber souhaite que l'on s'exprime librement, de part et d'autre, dans un climat de confiance et de compréhension mutuelles. Il réitère ses remerciements pour l'accueil chaleureux fait à la délégation et à lui-même et invite M. Zayyat à se rendre en Suisse, dès que ses obligations le lui permettront.

M. Zayyat se propose d'expliquer la situation de son pays, six ans après le bouleversement que l'on sait.

Lui-même et les Egyptiens de sa génération, nés sous l'occupation britannique, ont été élevés et ont vécu sous le signe de la résistance aux Anglais. Venir à bout de l'occupation étrangère, tel était leur but premier. Effort noble, certes, mais exclusivement négatif : il fallait à l'époque défaire au lieu de faire. C'est des années 50 que date la marche vers l'indépendance et la révolution sociale. Notre génération a été livrée à elle-même, elle a dû construire sa propre voie. Nous étions tous animés du même désir : offrir à tous les Egyptiens une chance de mieux vivre, de vivre dans la dignité. L'ancien système a été remplacé par un nouveau. Il est vrai que cette révolution a touché des intérêts étrangers (y compris des intérêts suisses). Certains Egyptiens n'ont pas été épargnés, mais ce fut pour un bien supérieur, le bien de tous.

La RAE, pays essentiellement agricole, doit s'industrialiser. Pour cela, elle est ouverte à toute assistance, d'où qu'elle vienne. L'Egypte moderne, ce n'est pas uniquement Assouan construit grâce à l'aide de l'URSS; d'autres pays - comme la RFA -

./.

- 4 -

participent à l'effort de développement. Nous aurions été très heureux de pouvoir compter sur une contribution suisse. Cela étant, l'Egypte n'est l'agent de personne - ni de l'URSS, ni des USA, ni .... de la Suisse - sinon d'elle-même.

Dans le passé, nous avons lutté contre les Ottomans (musulmans), les Britanniques (protestants) et les Français (catholiques). Aujourd'hui, nous luttons contre le sionisme qui, à son tour, tente d'occuper la place vide. Notre lutte n'a pas et n'a jamais eu un caractère religieux; nous ne nous opposons pas au sionisme parce qu'il est juif. Nous ne sommes pas anti-juifs, puisque nous procédons de la même origine sémitique que les Juifs. L'image si souvent présentée d'une Egypte anti-juive est fausse; toute son histoire en témoigne. A lire certains articles qui paraissent dans le monde sur l'Egypte, on a le sentiment ici de découvrir un autre pays que nous ne connaissons pas. Vous avez pu constater vous-même que les Cairotes ne sont pas des "evil people" !

Ce que nous combattons, c'est le sionisme en tant que mouvement impérialiste et expansionniste. Nous ne refusons pas aux Juifs le droit d'avoir "a roof over their head". Mais progressivement Israël s'est étendu (1954, 1956, 1967) et le toit a fini par couvrir non seulement leur "home" en Palestine, mais toute la Palestine et au-delà, en Egypte et en Syrie. Jusqu'où iront-ils ? Israël s'est toujours refusé de révéler son objectif final (Herzl à Balfour). M. Eshkol, répondant un jour au Président Johnson a déclaré : "What border are you speaking about ?" (cité par "Newsweek"). Les USA justifient l'envoi d'armes à Israël par la situation de légitime défense dans laquelle il se trouverait. Mais les buts d'Israël sont-ils légitimes ? Les armes américaines ne servent qu'à la défense de sa politique d'expansion.

Notre objectif est de faire quelque chose, de construire une nouvelle situation. Nous sommes prêts à sacrifier jusqu'à

./.



notre réputation pour édifier la paix. En juin 1967, les Israéliens ont dépassé les limites en sortant de Palestine pour conquérir tout le Moyen-Orient. Il ne s'agit pas, bien entendu, d'une conquête nécessairement physique. Ce qu'ils veulent, c'est tenir Le Caire, Beyrouth et d'autres capitales sous leur contrôle et prouver qu'ils peuvent intervenir n'importe où et à n'importe quel moment.

Le retour des Juifs à l'intérieur des frontières de la Palestine est un problème palestinien et non égyptien. Le surarmement des Israéliens indique-t-il que ceux-ci ne sont pas sûrs actuellement de leur sécurité ? Un pays est sûr de lui dans la mesure où il vit en paix.

A nos yeux, la condition "sine qua non" de la paix au Moyen-Orient est le retour aux frontières internationales. La paix ou l'absence de paix signifie la présence ou non d'Israël sur les territoires égyptiens. La paix n'est pas impossible et l'Egypte est prête à tous les sacrifices pour la construire; elle est disposée à accepter toute suggestion qui garantisse à Israël sa sauvegarde ("life-line") et à l'Egypte sa sécurité. Le caractère égyptien est très fier; jamais nos compatriotes n'ont accepté que des territoires égyptiens continuent à être occupés par Israël. Nous demandons le retour aux frontières internationales entre notre pays et la Palestine, sans parler de Gaza et du Golan qui constituent des cas spéciaux.

Le problème palestinien est un problème en soi. Il existe à nos yeux quatre possibilités de solution qui, en fait, se réduisent à une seule :

1. La Palestine, terre arabe depuis 1500 ans, doit le rester; cette solution est théoriquement bonne et honnête ("fair") mais irréaliste, car elle ignore le fait que plus de 3 millions de Juifs vivent en Palestine.
2. Une Palestine exclusivement juive est également impossible; c'est une solution qui ne tient pas compte de l'avenir.

3. Une autre solution - bonne et acceptable en théorie - serait de faire de la Palestine un Etat fédératif, à l'exemple de la Suisse ou des USA, où Juifs et Palestiniens vivraient ensemble sur un même territoire. Cette solution ne peut être retenue par un Etat théocratique ("non secular") tel que Israël.
4. La partition de la Palestine est la seule solution possible, une partition dont la clef de répartition (50% - 50% ou même 90% - 10%) devrait être encore trouvée. Il appartient aux Israéliens et aux Palestiniens de s'entendre là-dessus. Il faut faire cesser ce conflit et admettre l'Etat juif en Palestine. Après l'avoir longtemps niée, l'Egypte reconnaît aujourd'hui l'existence d'Israël (que l'on a, pendant de très nombreuses années, fait précéder du qualificatif "so-called"). Mme Meir commet aujourd'hui la même erreur à l'égard des Palestiniens dont elle s'obstine à nier l'existence. Il faut qu'Israël sache que les Palestiniens existent, qu'il le veuille ou non; telle est la condition de tout règlement.

M. Zayyat a personnellement voué ses efforts à définir et mener une politique d'ouverture vers l'Europe (rétablissement des relations avec la RFA - son premier déplacement officiel a été fait en Europe), car il croit à l'existence d'un rapport vital entre le Moyen-Orient et le vieux continent. L'Egypte désire la paix, une paix solide, réelle et honnête, c'est-à-dire qui englobe la question palestinienne (coexistence de deux nations). Cette paix ne saurait cependant régner aussi longtemps que les territoires égyptiens seront occupés et tant qu'une solution nous sera imposée par la force militaire ou politique. L'Egypte veut la paix dont elle a le plus urgent besoin, elle désire pouvoir travailler, voire se sacrifier pour elle. Si nous laissons aller les choses, les Israéliens seront bientôt 5 millions et disposeront d'armements toujours plus perfectionnés. Faut-il subir encore plus de destructions pour gagner cette paix ? Le cercle infernal de la guerre, créé par la peur, freine sinon arrête le progrès auquel aspire notre pays.

./.



- 7 -

La communauté internationale doit faire comprendre aux Israéliens qu'"ils ne doivent pas exagérer", sous peine de prolonger indéfiniment le conflit. La Suisse peut le dire amicalement à Israël.

Nous demandons à la Suisse - située au coeur de l'Europe et qui ne fournit pas d'armes à Israël - de comprendre notre point de vue et de contribuer à modifier l'image préfabriquée que trop souvent l'Europe se fait des Egyptiens.

M. Graber remercie M. Zayyat de ses propos empreints de franchise. Les efforts de l'Egypte pour vivre en paix rencontrent notre compréhension, car la Suisse, elle aussi, désire vivre dans l'indépendance et la paix.

M. Graber explique les fondements de la politique extérieure suisse, la neutralité et la politique de neutralité, en se servant de deux exemples récents (accord avec les CE, CSCE). La politique de neutralité ne va pas sans servitudes : elle impose au gouvernement - et non à l'opinion publique - une attitude d'extrême réserve et de discrétion. Cette attitude explique la confiance dont jouit la Suisse dans le monde; grâce à elle, la Suisse peut être disponible, n'importe où et n'importe quand. Nous jouons notre rôle en toute modestie, conscients des limites de nos possibilités (rôle lors des conflits d'Algérie et indo-pakistanaïis). La disponibilité a pour corollaire la solidarité et l'universalité. La logique voudrait que notre politique d'universalité nous conduise à l'ONU. Le peuple suisse admet une participation active aux institutions techniques des NU, mais manifeste une répugnance extrême à adhérer à l'ONU politique. Le fait est que nos compatriotes attendent trop de cette institution. Mais lorsque l'ONU aura atteint un degré vraiment universel, sans doute connaîtrons-nous une évolution au niveau de l'opinion publique qui, toute puissante, décidera en dernier ressort. Tel est le cadre de notre politique qui est ouverte, solidaire, très attachée à la recherche de la paix. Mais quel que soit son désir de paix et en dépit de sa disponibilité traditionnelle,

./.

- 8 -

nous ne voyons pas comment la Suisse pourrait être utile actuellement dans la recherche d'une solution du problème dramatique du Moyen-Orient. Nous ne pouvons nous départir d'un certain sentiment de résignation; l'on finit par dire que ce qui est, est. Nous sommes devenus les observateurs sceptiques d'une situation que nous sentons bloquée et qui, pour l'heure, reste inextricable.

A propos de la Palestine, nous ne sommes pas en mesure de juger si la solution de la partition prônée par l'Egypte est la meilleure; elle semble toutefois se rapprocher du réalisme nécessaire.

L'Egypte n'a pas tort de ressentir les jugements de notre opinion publique comme injustes. Il faut cependant comprendre à quel point le peuple suisse a été choqué et irrité par des événements qui l'ont touché directement, physiquement. Il y a vu une injustice flagrante. L'opinion chez nous n'a pas fait de distinction entre Palestiniens et Arabes en général, une confusion que je me suis efforcé de lever à l'occasion d'un débat devant le Parlement. Il ne faut pas attacher trop d'importance à certaines réactions épidermiques de la presse qui - faut-il le souligner ? - gênent à l'occasion le gouvernement suisse lui-même.

M. Graber remercie derechef M. Zayyat de son exposé exhaustif et très intéressant, en l'assurant que ses propos ont été enregistrés et qu'il a bien "senti" le problème.

M. Zayyat précise que l'Egypte a accepté toutes les dispositions de la Résolution 242 du Conseil de Sécurité et qu'elle a répondu le 15 février 1971 au mémorandum Jarring (du 8 février 1971). Il rappelle qu'aux termes de cette réponse, la RAE promettait de mettre fin à l'état de guerre et de respecter dorénavant la souveraineté et l'intégrité territoriale d'Israël ainsi que son droit de vivre en paix à l'intérieur de frontières sûres et reconnues. Les assurances données par l'Egypte se sont heurtées cependant à une véritable conspiration du silence. Concernant la neutralité

./.



- 9 -

suisse : nous avons remarqué que la Suisse s'abstenait souvent au sein des organisations internationales (notamment lors de la conférence des Croix-Rouge à Istanbul). Quelles sont les raisons de ces abstentions ?

Vous avez conscience de l'indivisibilité de la paix; votre attitude à Helsinki le prouve. Quant à nous, nous restons à l'écart de la CSCE, car nos soucis ne sauraient être partagés avec quiconque; il n'est pas moins vrai que la sécurité de l'Europe dépend de la situation au Moyen-Orient.

Votre exposé nous a été très utile; il a contribué à la compréhension mutuelle. J'espère, de mon côté, que mes explications auront jeté quelque lumière sur la position égyptienne. Puisse quelque chose de concret sortir de ces entretiens, à l'image de ces antiquités que vos compatriotes déterrent en Egypte !

M. Graber remercie son collègue de cet échange de vues qui prouve que les contacts humains ne sont jamais vains. A Helsinki, la délégation suisse s'est exprimée en faveur de l'inclusion du problème de la sécurité en Méditerranée, comme élément de la sécurité européenne. Helsinki est du reste une conférence dont nous attendons les résultats avec un certain scepticisme.

Quant aux votes suisses, je pense que nos collaborateurs pourront s'en entretenir tout à l'heure.

M. Thalmann pose deux questions :

- a) Nous avons pris connaissance avec intérêt de votre récente proposition - adoptée le mois dernier par le Conseil de Sécurité - tendant à une sorte de "réactivation" de la mission Jarring; pourriez-vous nous en dire plus ?  
Qu'attendez-vous de cette initiative ?
- b) A propos du lieu du débat, quelles sont les possibilités, selon vous, d'une réunion (du Conseil de Sécurité) à Genève ?

./.

- 10 -

M. Zayyat ad a) : Nous n'avons pas demandé de "réactiver" en fait la mission Jarring, mais l'élaboration par le Secrétaire général d'un rapport sur ses activités. Sur la base de ce rapport détaillé, il conviendra d'examiner s'il existe une possibilité de ranimer la mission du diplomate suédois. Ce que nous voulons, c'est briser cette conspiration du silence dont nous avons parlé. Nombreux sont ceux qui ignorent ce que l'Egypte a déclaré accepter. Mon pays a tout fait ce que l'on peut attendre de lui en faveur de la paix.

ad b) : Le délégué de l'Inde a déclaré que New York n'était pas le meilleur endroit. D'aucuns ont même parlé du Caire. Quant à M. Kirchschräger, on m'a dit qu'il souhaitait Genève.

Fin de la séance : 12.00h

\* \* \* \* \*

\* \* \*

\*